

Des initiatives provenant de l'enseignement supérieur entendent contrôler la sincérité du bilan de cette consultation inédite

Le grand débat, obscur objet de désir pour les universitaires

Moteurs de recherche

A deux semaines de sa clôture, le grand débat continue de recueillir les contributions des Français. Le cap du million de témoignages a été franchi, sans compter les centaines de réunions organisées sur tout le territoire. Une première synthèse, réalisée par des prestataires privés, doit être communiquée d'ici le 15 mars.

Matthieu Deprieck

CHERCHEURS DE TOUTES LES DISCIPLINES, unissez-vous ! A l'entrée de la dernière ligne droite, le grand débat suscite l'intérêt de nombreux universitaires, curieux de ce qu'ils pourraient trouver dans les centaines de milliers de contributions recueillies. Des sociologues, des linguistes, des informaticiens mettent ainsi leur nez dans les données ouvertes par le gouvernement malgré ses réserves initiales.

« Des chercheurs étrangers, italiens ou islandais, m'ont dit qu'une telle masse d'informations était exceptionnelle », se réjouit Martial Foucault, directeur du Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po). Avec le concours de l'Institut de la concertation et de la participation citoyenne (ICPC) et le groupement d'intérêt scientifique (GIS) « Démocratie et participation », le Cevipof a lancé l'Observatoire des débats. 150 volontaires parcourent la France pour assister à des rencontres citoyennes tirées au sort, remplir une grille d'observation et distribuer des questionnaires aux participants afin de cerner leur profil sociologique. Ainsi notent-ils pour le moment une surreprésentation des hommes parmi les participants (deux sur trois) et la présence de thématiques pourtant absentes du menu proposé par le gouvernement, telles que la santé et l'Europe.

L'initiative a également pour objectif de ne pas limiter l'analyse du grand débat aux contributions déposées sur le site Internet. « La synthèse finale ne donnera aucune idée des conditions dans lesquelles les débats se seront tenus, avance Jean-Michel Fourniau, sociologue et directeur du GIS Démocratie et participation. Aujourd'hui, les comptes rendus de ces réunions prennent des formes très diverses. Parfois, on ne sait même pas qui a retranscrit les échanges. » « Proposer des podiums de thèmes les plus discutés ne nous intéresse pas », résume Martial Foucault du Cevipof.



SIPA PRESS

A la gare de Nantes, une tablette permettant de recueillir les doléances des citoyens dans le cadre du grand débat.

Siri et les pizzas. En plus de nourrir leurs travaux de recherche, les universitaires veillent à l'indépendance du grand débat et contrôlent la future synthèse des données. La mise à l'écart de la Commission nationale du débat public (CNDP) et de sa présidente, Chantal Jouanno les a échaudés. « C'est ce qui nous a conduits à nous impliquer dès janvier », explique Jean-Michel Fourniau.

A Toulouse, le laboratoire Lerass (Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales) de l'université Paul-Sabatier était dans les petits papiers de la CNDP. Chantal Jouanno avait conseillé au gouvernement de s'appuyer sur son expertise en analyse textuelle. Ce groupement de linguistes, sociologues ou informaticiens a élaboré un logiciel gratuit capable d'analyser 240 millions de mots. Il s'apprête dans les prochains jours à analyser la totalité des contributions partagées dans le cadre du grand débat pour établir une cartographie des mots utilisés. Mais pas pour le gouvernement qui lui a préféré des prestataires privés comme l'institut de sondage Opinionway et les start-up Cognito et Bluenove. « Il y a une méfiance envers la recherche publique », observe Pascal Marchand, directeur du Lerass.

Le collectif Code for France a lui mis en place une interface permettant aux internautes d'associer les propositions des Français aux thèmes qu'elles illustrent. Clic après clic, l'opération « La grande annotation » entend ainsi lister les thèmes

abordés et proposer des filtres de recherche pertinents pour explorer la base des contributions. « Les Français participent au grand débat pour être lu par des êtres vivants, pas par des machines, qui ne savent pas interpréter du texte. Alexa de Google ou Siri d'Apple peuvent commander une pizza parce qu'on leur a appris à le faire », témoigne un membre du collectif Code for France, qui a lu entre 4 000 et 5 000 contributions. Son verdict : il est extrêmement pessimiste quant à la capacité pour le gouvernement de fournir une synthèse sincère.

Avec son grand débat, Emmanuel Macron n'avait certainement pas songé qu'il offrirait une vitrine de choix à l'université française. « C'est une formidable opportunité pour des gens comme nous qui travaillons de manière confidentielle de faire connaître nos compétences et notre expertise », s'enthousiasme Pascal Marchand. La ministre de l'Enseignement supérieur s'en est aperçue. Le 20 février, un mois après le lancement du grand débat, Frédérique Vidal a diffusé un appel à manifestation d'intérêt auprès de la communauté universitaire. « On a constaté que celle-ci s'était emparée du sujet et qu'il fallait centraliser les initiatives via l'agence nationale de la recherche pour aller au-delà du court-terme », explique-t-on au ministère. Les chercheurs ont jusqu'au 8 mars pour présenter leur projet de recherche et intégrer une première réunion de travail fin mars. Des fonds leur seront-ils alloués ? La question n'a pour l'heure pas été examinée.

@mdeprieck